



**Plateforme intergouvernementale
scientifique et politique sur la
biodiversité et les services
écosystémiques**

Distr. : générale
25 novembre 2014

Français
Original : anglais

**Plénière de la Plateforme intergouvernementale
scientifique et politique sur la biodiversité et les
services écosystémiques**

Troisième session

Bonn (Allemagne), 12-17 janvier 2015

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Arrangements financiers et budgétaires pour la Plateforme :
budget et dépenses pour la période 2014-2018**

Budget et dépenses pour la période 2014-2018

Note du secrétariat

I. Introduction

1. Comme suite à la demande faite par la Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques dans sa décision IPBES-2/6, la présente note fait rapport sur l'état d'avancement du programme de travail de la Plateforme par rapport au budget. On y trouvera des informations sur l'état des contributions au Fonds d'affectation spéciale, en espèces et en nature, les dépenses effectives pour les exercices financiers 2013 et 2014, un projet de budget révisé pour l'exercice financier 2015, présenté pour approbation, un projet de budget pour l'exercice biennal 2016-2017, également pour approbation, et un budget indicatif révisé pour l'année 2018, pour examen par la Plénière à sa troisième session.

II. État des contributions en espèces et en nature à la Plateforme

2. Le tableau 1 indique l'état des contributions en espèces reçues depuis l'établissement de la Plateforme en 2012 ainsi que l'état des annonces de contributions confirmées depuis le 25 novembre 2014.

3. Le tableau 2 indique les contributions en nature reçues en 2014 et leur valeur estimative correspondante (en dollars des États-Unis), telle que fournie ou estimée, en regard des coûts du programme de travail. Les contributions en nature concernent l'appui aux activités prévues dans le cadre du programme de travail (appui technique, service des réunions, soutien local) ou aux activités entreprises à l'appui du programme de travail mais non versées au Fonds d'affectation spéciale.

* IPBES/3/1.

Tableau 1.

État des contributions reçues et des contributions annoncées, en espèces, après l'établissement de la Plateforme en avril 2012**(du 1er mai 2012 au 25 novembre 2014)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Contributions reçues</i>				<i>Contributions annoncées</i>				
	<i>2012</i> <i>(1)</i>	<i>2013</i> <i>(2)</i>	<i>2014</i> <i>(3)</i>	<i>Total</i> <i>(4) = (1)+(2)+(3)</i>	<i>2013</i> <i>(5)</i>	<i>2014</i> <i>(6)</i>	<i>2015-2018</i> <i>(7)</i>	<i>Total</i> <i>(8) = (5)+(6)+(7)</i>	<i>Total</i> <i>(9) = (4)+(8)</i>
Afrique du Sud			30 000	30 000				0	30 000
Allemagne	1 736 102	1 298 721	1 778 519	4 813 342			5 200 000	5 200 000	10 013 342
Australie		97 860		97 860				0	97 860
Canada		38 914	36 496	75 410			120 000	120 000	195 411
Chili				0	15 000	15 000		30 000	30 000
Chine			160 000	160 000				0	160 000
Danemark			36 853	36 853				0	36 853
États-Unis	500 000	500 000		1 000 000		500 000		500 000	1 500 000
Finlande		25 885	276 625	302 510				0	302 510
France		270 680	67 935	338 614		186 195		186 195	524 809
Inde		10 000		10 000		10 000		10 000	20 000
Japon		267 900	330 000	597 900				0	597 900
Norvège		140 458	8 160 234	8 300 692				0	8 300 692
Nouvelle-Zélande		16 094	17 094	33 188				0	33 188
Pays-Bas			678 426	678 426				0	678 426
République de Corée		20 000		20 000				0	20 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		1 285 694	1 463 342	2 749 036				0	2 749 036
Suède		228 349		228 349				0	228 349
Suisse		76 144	84 793	160 936			336 000	336 000	496 936
Total	2 236 102	4 276 698	13 120 318	19 633 119	15 000	711 195	5 656 000	6 382 195	26 015 313

Tableau 2
Contributions en nature reçues en 2014
 (En dollars des États-Unis)

<i>Gouvernement/institution</i>	<i>Activité</i>	<i>Type d'appui</i>	<i>Valeur correspondante (fournie ou estimée)</i>
Contributions en nature au titre de l'appui technique			
Chine	Consultant à plein temps affecté au secrétariat de la Plateforme pour appuyer la réalisation des évaluations régionales (produit 2 b))	Appui technique	140 000
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Fourniture d'un appui technique au secrétariat pour la réalisation de l'évaluation de la pollinisation (produit 3 a))	Appui technique	–
Union internationale pour la conservation de la nature	L'équivalent d'un fonctionnaire à mi-temps de l'Union internationale pour la conservation de la nature à l'appui de l'association des parties prenantes (produit 4 d))	Appui technique	–
Norvège	Unité d'appui technique pour l'Équipe spéciale sur le renforcement des capacités (produits 1 a) et b))	Appui technique	300 000
Agence norvégienne pour la protection de l'environnement	Unité d'appui technique pour l'évaluation sur l'analyse de scénarios et la modélisation (produit 3 c))	Appui technique	75 000
République de Corée	Unité d'appui technique pour l'Équipe spéciale sur les connaissances et les données (produit 1 d))	Appui technique	300 000
Programme des Nations Unies pour le développement	Fourniture d'un appui technique pour le renforcement des capacités dans le contexte du réseau BES-Net (produits 1 a) et b))	Appui technique	390 000
Programme des Nations Unies pour l'environnement	Fourniture d'un appui technique au secrétariat de la Plateforme	Appui technique	243 151
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Unité d'appui technique pour l'Équipe spéciale sur les systèmes de connaissances locales et autochtones (produit 1 c))	Appui technique	150 000
Contributions en nature liées aux réunions prévues dans le cadre du programme de travail approuvé			
Fondation pour le soutien à la recherche de l'État de São Paulo (Brésil)	Deuxième réunion de l'Équipe spéciale sur le renforcement des capacités à São Paulo (Brésil) (produits 1 a) et b))	Service des réunions. Appui aux pays en développement participants. Soutien local.	–
Chine	Réunion de cadrage pour l'évaluation de la dégradation et de la restauration des terres à Beijing (produits 3 b) i))	Service des réunions. Appui aux pays en développement participants. Soutien local.	100 000
Allemagne	Troisièmes réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire et du Bureau à Bonn (Allemagne)	Service des réunions	–
	Troisième session de la Plénière à Bonn (Allemagne)	Service des réunions	500 000
Norvège	Première réunion de l'Équipe spéciale sur le renforcement des capacités à Trondheim (Norvège) (produits 1 a) et b))	Service des réunions. Soutien local.	–
	Deuxième réunion de l'Équipe spéciale sur le renforcement des capacités à São Paulo (Brésil) (produits 1 a) et b))	Services des réunions. Soutien local.	–
République de Corée	Première réunion de l'Équipe spéciale sur les connaissances et les données (produit 1 d))	Services des réunions. Soutien local.	–

<i>Gouvernement/institution</i>	<i>Activité</i>	<i>Type d'appui</i>	<i>Valeur correspondante (fournie ou estimée)</i>
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Réunion de cadrage des évaluations régionales	Contribution au service des réunions. Soutien local.	–
Contributions en nature à l'appui du programme de travail			
Allemagne et Philippines	Un atelier d'experts supplémentaire sur la valeur et l'évaluation de la biodiversité dans le contexte des connaissances autochtones		–
États-Unis d'Amérique	Deux dialogues supplémentaires sur les détenteurs de connaissances autochtones dans le contexte de l'évaluation de la pollinisation		50 000
Contributions en nature liées à d'autres activités du programme de travail			
Monaco	Achat de matériel de communication (clés USB)	Appui aux activités de sensibilisation	5 000

4. La Plateforme a reçu des offres en nature de :

a) 12 gouvernements : Allemagne, Australie, Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, Japon, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Philippines, République de Corée et Suisse;

b) 24 organisations : Australian Research Council Centre of Excellence for Environmental Decisions (Australie); BIOTA-FAPESP et l'Université d'état de Campinas (Brésil); Centre allemand de recherche intégrée sur la biodiversité (Allemagne); Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (PNUE-WCMC) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); Conseil international pour la science; Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM); Conservation de la flore et de la faune arctiques (Conseil de l'Arctique); Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification; École nationale supérieure d'agronomie de Faisalabad (Pakistan); Fondation Cropper; Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS); Institut interaméricain pour la recherche sur le changement mondial (Brésil); Institut national de la biodiversité (Costa Rica); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); Programme de recherche sur la caractérisation, la conservation, la restauration et l'utilisation durable de la diversité biologique de la Fondation pour le soutien à la recherche de l'État de São Paulo (BIOTA-FAPESP) (Brésil); Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Réseau de recherches sur les écosystèmes terrestres (Australie); Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée (France); Réseau d'observation de la biodiversité du Groupe sur l'observation de la Terre (GOT); Société pour la biologie de la conservation; Système mondial d'information sur la biodiversité; Union internationale pour la conservation de la nature (UICN);

5. La Plateforme n'a pas encore eu l'occasion d'étudier les offres généreuses qu'elle a reçues en 2014, le programme de travail étant encore en cours d'élaboration. À mesure que le programme de travail progressera, le Bureau et le Groupe d'experts multidisciplinaire verront comment tirer parti des autres offres qui seront faites. Il est probable que la Plateforme sera en mesure de mettre à profit certaines de ces offres dans le contexte de l'appui à fournir aux Équipes spéciales sur le renforcement des capacités, les systèmes de connaissances locales et autochtones, et les connaissances et les données, ainsi que dans le contexte des évaluations régionales, entre autres.

III. Dépenses de l'exercice financier 2013

6. Le tableau 3 indique les dépenses de l'année 2013 (au 31 décembre 2013) en regard du budget approuvé par la Plénière à sa première session pour cette même année.

Tableau 3
Dépenses de l'année 2013
 (En dollars des États-Unis)

<i>Objets de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour l'année 2013</i>	<i>Dépenses de l'année 2013</i>	<i>Solde</i>
Réunions des organes de la Plateforme			
Première session de la Plénière (6 jours)	1 000 000	295 224 ^a	704 776
Première réunion du Bureau (5 jours)	30 000	15 587 ^b	24 413
Première réunion du Groupe d'experts multidisciplinaire (3 jours)	85 000	31 484	55 516
Atelier d'experts sur les systèmes de connaissances	–	–	–
Atelier d'experts sur le projet de cadre conceptuel	–	–	–
Deuxième réunion du Bureau (5 jours) (Cape Town)	30 000	29 511	489
Deuxième réunion du Groupe d'experts multidisciplinaire (3 jours) (Cape Town)	85 000	63 253	21 747
Deuxième session de la Plénière (6 jours) ^c	862 500	939 188	(76 688)
Total, réunion des organes de la Plateforme	2 092 500	1 364 247	728 253
Secrétariat (20 % du coût annuel du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et 50 % du coût annuel du personnel de la catégorie des services généraux)			
Chef de secrétariat (D-1)	80 310	–	80 310
Administrateur de programme (P-3/4)	61 100	–	61 100
Administrateur de programme (P-2/3)	52 110	–	52 110
Administrateur de programme (P-2/3)	–	–	–
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-1/2)	–	–	–
Assistant administratif (G-5)	55 150	33 284	21 866
Assistant administratif (G-5)	55 150	–	55 150
Assistant administratif (G-5)	–	–	–
Total, secrétariat	303 820	33 284	270 536
Arrangements concernant le secrétariat intérimaire (dépenses de personnel préalables au recrutement du personnel du secrétariat chargé de l'élaboration du programme de travail)			
Dépenses du secrétariat intérimaire à l'appui des travaux intersessions en 2013	370 000	534 212 ^d	(164 211)
Total, arrangements concernant le secrétariat intérimaire	370 000	534 212	(164 211)
Publications, sensibilisation et communications (site Internet, matériel interne, activités de sensibilisation, stratégie de communication et de sensibilisation)			
Matériels de sensibilisation en vue de la deuxième session de la Plénière (gestion du site Internet, impression)	50 000	25 000	25 000
Communication d'informations du <i>Bulletin des négociations de la Terre</i> en vue de la première session ^e de la Plénière	50 000	36 344	13 656
Total, publications, sensibilisation et communications	100 000	61 344	38 656
Dépenses accessoires			
Frais de voyage du personnel du secrétariat envoyé en mission	75 000	66 221	8 779
Suivi et évaluation (élaboration du projet de procédures pour l'examen et l'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité de la Plateforme)	20 000	–	20 000
Dépenses imprévues (5 % du budget total)	148 000	–	148 000
Total, dépenses accessoires	243 000	66 221	176 779

<i>Objets de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour l'année 2013</i>	<i>Dépenses de l'année 2013</i>	<i>Solde</i>
Sous-total	3 109 320	2 059 308	1 050 012
Dépenses d'appui au programme (13 %) à verser au PNUE	404 211	267 446	–
Total	3 513 531	2 326 754	–

^a Une partie du coût des réunions et des frais de voyage des participants des pays en développement à la première session de la Plénière, en janvier 2013, a été comptabilisée en 2012. En outre, le PNUE a versé une contribution en espèces pour appuyer la Plateforme. Le coût total de la première session s'est élevé à 1 064 609 dollars.

^b Le Gouvernement norvégien a beaucoup contribué aux coûts des premières réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire, outre qu'il a accueilli la septième Conférence sur la biodiversité à Trondheim (Norvège), du 27 au 31 mai 2013.

^c La deuxième session de la Plénière, initialement prévue pour cinq jours, s'est déroulée sur six jours, et des consultations régionales se sont tenues avant la session, comme approuvé par le Bureau.

^d Les dépenses du secrétariat intérimaire comprennent les dépenses du personnel du PNUE et du PNUE-WCMC ayant appuyé les travaux en 2013 (y compris les travaux intersessions des première et deuxième sessions de la Plénière en 2013). Comme suite à l'entrée en fonction du Secrétaire exécutif de la Plateforme en février 2014, la procédure de recrutement du personnel du secrétariat a été lancée. Le coût total net de l'appui au secrétariat en 2013 a fait apparaître une sous-utilisation des crédits de 106 324 dollars par rapport au budget approuvé pour 2013 (270 536 dollars non dépensés au titre des coûts du secrétariat et 164 211 dollars de dépassement de crédits pour le secrétariat intérimaire).

^e Les dépenses encourues en 2013 pour la communication d'informations du *Bulletin des négociations de la Terre* se rapportaient à la première session de la Plénière tenue en janvier 2013. Les dépenses à cette rubrique pour la deuxième session de la Plénière tenue en décembre 2013 ont été incluses dans les dépenses de l'année 2014.

IV. Dépenses de l'exercice financier 2014

7. Le tableau 4 indique les dépenses de l'année 2014 (au 16 octobre 2014) en regard du budget approuvé par la Plénière à sa deuxième session pour cette même année (décision IPBES-2/6).

Tableau 4

Dépenses pour 2014 (au 16 octobre 2014)

(En dollars des États-Unis)

<i>Objets de dépenses</i>	<i>Catégories de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour l'année 2014</i>	<i>Dépenses de l'année 2014</i>	<i>Solde</i>
Réunions des organes de la Plateforme				
Troisième session de la Plénière	Coût des réunions :			–
	600 000 dollars			
	Frais de voyage (pour 120 participants) :	1 080 000	30 052	1 049 947
	480 000 dollars			
Bureau (2 sessions de 6 jours)	Coût des réunions :			–
	10 000 dollars			
	Frais de voyage (pour 7 participants bénéficiant d'une assistance financière) :	69 000	105 955	(36 955)
	24 500 dollars			
Groupe d'experts multidisciplinaire (2 sessions de 4 jours)	Coût des réunions :			–
	20 000 dollars			
	Frais de voyage (pour 20 participants bénéficiant d'une assistance financière) :	160 000	171 280	(11 280)
	60 000 dollars			
Total, réunions des organes de la Plateforme		1 309 000	307 289	1 001 710
Mise en œuvre du programme de travail en 2014				
Objectif 1	Renforcer les capacités et les connaissances à l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de	1 155 000	491 362	663 637

<i>Objets de dépenses</i>	<i>Catégories de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour l'année 2014</i>	<i>Dépenses de l'année 2014</i>	<i>Solde</i>
Objectif 2	ses principales fonctions Renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial	482 500	444 284	38 215
Objectifs 3	Renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	997 500	488 526	508 973
Objectif 4	Faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	421 250	105 817	315 432
Total, mise en œuvre du programme de travail en 2014		3 056 250	1 529 900	1 526 259
Secrétariat				
Personnel de projet				
	Chef de secrétariat (D-1)	276 700	178 407	98 292
	Administrateur de programme (P-4)	174 160	4 851	169 308
	Administrateur de programme (P-4) ^a		–	–
	Administrateur de programme (P-3)	145 280	49 087	96 192
	Administrateur de programme (P-3)	145 280	–	145 280
	Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	126 320		126 320
	Assistant administratif (G-6)	88 240	69 328	18 911
	Assistant administratif (G-5)	88 240	–	88 240
	Assistant administratif (G-5)	110 300	11 514	98 785
Total, secrétariat		1 154 520	313 190	841 329
Arrangements provisoires pour l'appui technique				
Appui technique et appui au secrétariat intérimaire	Dépenses de personnel préalables au recrutement du personnel du secrétariat et autre appui technique pour le démarrage du programme de travail	280 000	305 414	(25 414)
Total, arrangements provisoires pour l'appui technique		280 000	305 414	(25 414)
Sensibilisation et communications				
Établissement des rapports de la Plénière	Frais d'établissement des rapports	60 000	46 476	13 523
Total, sensibilisation et communications		60 000	46 476	13 523
Voyages				
Frais de voyage du personnel du secrétariat envoyé en mission	Frais de voyage du personnel affecté aux réunions des organes de la Plateforme et autres voyages nécessaires	100 000	86 960	13 039

<i>Objets de dépenses</i>	<i>Catégories de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour l'année 2014</i>	<i>Dépenses de l'année 2014</i>	<i>Solde</i>
Voyages du Président	Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme ^b	20 000	16 817	3 182
Total, voyages		120 000	103 778	16 221
Dépenses de fonctionnement du secrétariat				
	Dépenses de fonctionnement autres que les dépenses de personnel (à l'exclusion des frais de voyage)		46 697	(46 697)
Total, dépenses de fonctionnement du secrétariat			46 697	(46 697)
Sous-total		5 979 770	2 652 838	3 326 931
Dépenses d'appui au programme (8 %)		478 381	212 227	266 154
Coût total à la charge du Fonds d'affection spéciale		6 458 151	2 865 065	3 593 085
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)		777 747	–	777 747
Total		7 235 898	2 865 065	4 370 832

^a Administrateur du PNUE (P-4) détaché.

^b Demandes de remboursement des frais de voyage en traitement (réunions de consultations régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes, cinquième Forum international pour le développement durable de l'Asie et du Pacifique et douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique).

Réunions des organes de la Plateforme

8. Le budget alloué aux réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire été dépassé d'environ 48 000 dollars, les dépenses encourues pour l'année 2013 ayant été imputées sur le budget de l'année 2014 par suite de la clôture de l'exercice budgétaire pour l'année 2013 et du report des états financiers sur l'exercice suivant. De même, environ 30 000 dollars de dépenses au titre des services de conférence encourues en 2013, pour la deuxième session de la Plénière, ont été imputées sur le budget de l'année 2014.

9. Sur la base des coûts estimatifs établis par la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi, le coût de la troisième session de la Plénière devrait dépasser de 90 000 dollars le montant prévu à ce titre (600 000 dollars). Les besoins de ressources supplémentaires seront couverts à l'aide des ressources existantes en réaffectant des fonds prélevés sur le budget du programme de travail, afin que la session de la Plénière puisse se dérouler sans heurt.

Arrangements provisoires pour l'appui technique

10. Le budget alloué aux arrangements provisoires pour l'appui technique a été dépassé d'environ 25 000 dollars. Le secrétariat continue de pâtir d'un retard dans le recrutement du personnel, et les postes clés du secrétariat n'ont toujours pas été pourvus (voir le document IPBES/3/2, tableau 1). Pour remédier à cette pénurie de personnel, des dispositions provisoires ont été prises en 2014 avec le PNUE et le PNUE-WCMC pour compenser le retard dans le recrutement et faire face à l'ampleur du volume de travail. Aux termes de l'accord révisé avec le PNUE-WCMC, qui porte sur la période juillet-décembre 2014 (qui n'est pas encore prise en compte dans les dépenses de l'année 2014), le dépassement des coûts pendant la période intérimaire devrait être d'environ 175 000 dollars d'ici la fin de l'exercice financier. Après quoi le secrétariat envisagera diverses mesures provisoires, comme par exemple l'affichage de postes temporaires, le louage de services contractuels individuels ou le recrutement direct de consultants, de manière à réduire les coûts en attendant que la procédure de recrutement du personnel aboutisse. Il est proposé d'imputer ces dépenses de personnel intérimaires sur les économies réalisées au titre des dépenses de personnel inscrites au budget approuvé, qui se situeraient aux alentours de 400 000 dollars.

Dépenses de fonctionnement du secrétariat (à l'exclusion des frais de voyage)

11. Pour pouvoir fonctionner, le secrétariat a dû engager 47 000 dollars de dépenses environ. Ces dépenses étaient nécessaires pour couvrir le coût des services communs (34 000 dollars), qui comprennent le coût des services de sécurité partagés, du standard téléphonique, de la distribution du courrier et du service d'information et d'assistance au public dans le bâtiment de l'ONU où est situé le

secrétariat. En outre, des dépenses d'un montant de 13 000 dollars ont été engagées pour couvrir le coût du papier, des communications, de l'affranchissement et des envois par la poste, du matériel consommable, et de la réparation et de l'entretien des imprimantes et des photocopieuses. À sa quatrième réunion, le Bureau a convenu d'inclure une nouvelle rubrique budgétaire relative aux dépenses de fonctionnement autres que les dépenses de personnel pour comptabiliser ces dépenses, qui n'avaient pas été inscrites au budget approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015. Ces dépenses supplémentaires ont été couvertes à l'aide des économies réalisées sur le budget alloué aux communications au titre de l'objectif 4 du programme de travail.

V. Projet de budget révisé pour l'exercice financier 2015

12. Par sa décision IPBES-2/6, la Plénière a adopté le projet de budget pour l'exercice biennal 2014-2015, pour examen à sa troisième session. On trouvera au tableau 5 le projet de budget révisé pour l'exercice financier 2015, pour adoption par la Plénière à sa troisième session. Ce budget correspond à l'option 1 du programme de travail (IPBES/3/2), c'est-à-dire à la mise en œuvre du programme de travail telle qu'elle apparaît à la figure II de l'annexe I à la décision IPBES-2/5, à l'exception du poste P-3 supplémentaire qui serait demandé au cas où l'option 1 serait retenue, qui ne figure pas dans le présent budget et qui coûterait 186 100 dollars par an (voir la section C ci-dessous).

Tableau 5

Projet de budget révisé pour l'année 2015

(En dollars des États-Unis)

<i>Objets de dépenses</i>	2015		
	<i>Projet de budget</i>	<i>Ajustements</i>	<i>Budget révisé</i>
Réunions des organes de la Plateforme			
Sessions annuelles de la Plénière			
Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants aux sessions de la Plénière	480 000	–	480 000
Services de conférence (traduction et édition)	600 000	–	600 000
Établissement des rapports de la Plénière	60 000	–	60 000
Sous-total, Plénière	1 140 000	–	1 140 000
Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire			
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Bureau	103 500	–	103 500
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire	240 000	75 000	315 000
Sous-total, réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	343 500	75 000	418 500
Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	20 000	–	20 000
Sous-total, organes de la Plateforme	1 503 500	75 000	1 578 500
Mise en œuvre du programme de travail			
Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances à l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 222 500	380 250	1 602 750
Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial	2 127 500	180 000	2 307 500
Objectif 3 : renforcer l'interface connaissances-politique s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	1 728 750	(48 750)	1 680 000
Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	361 000	67 500	428 500
Sous-total, programme de travail	5 439 750	579 000	6 018 750
Secrétariat : personnel de projet			
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
Chef de secrétariat (D-1)	283 600	–	283 600
Administrateur de programme (P-4)	223 100	–	223 100

<i>Objets de dépenses</i>	2015		
	<i>Projet de budget</i>	<i>Ajustements</i>	<i>Budget révisé</i>
Administrateur de programme (P-4) ^a	–	–	–
Administrateur de programme (P-3)	186 100	–	186 100
Administrateur de programme (P-3)	186 100	–	186 100
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	161 800	–	161 800
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	–	161 800	161 800
Sous-total, administrateurs	1 040 700	161 800	1 202 500
Appui administratif			
Assistant administratif (G-6)	113 000	–	113 000
Assistant administratif (G-6)	–	113 000	113 000
Assistant administratif (G-6)	–	113 000	113 000
Assistant administratif (G-5)	113 000	–	113 000
Assistant administratif (G-5)	113 000	–	113 000
Sous-total, appui administratif	339 000	226 000	565 000
Sous-total, personnel	1 379 700	387 800	1 767 500
Secrétariat : dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)			
Frais de voyage du personnel du secrétariat envoyé en mission			
Voyages autorisés	100 000	–	100 000
Sous-total	100 000	–	100 000
Formation du personnel			
Formation professionnelle à la gestion des projets	–	10 000	10 000
Umoya et formation aux entretiens sur les compétences professionnelles	–	12 000	12 000
Sous-total	–	22 000	22 000
Matériel et locaux de bureau			
Matériel consommable (articles de moins de 1 500 dollars)	–	4 500	4 500
Fournitures de bureau	–	12 000	12 000
Sous-total	–	16 500	16 500
Locaux de bureau			
Contribution aux dépenses pour les services communs (entretien des locaux de bureau, sécurité, standard téléphonique, etc.)	–	45 000	45 000
Sous-total	–	45 000	45 000
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses			
Acquisition de quatre licences pour logiciel de bureau Microsoft Project et de quatre licences pour logiciel de bureau Adobe	–	4 000	4 000
Sous-total	–	9 000	9 000
Téléphone et télécopie			
Affranchissement et divers	–	2 000	2 000
Sous-total	–	22 000	22 000
Dépenses de représentation et réceptions			
Dépenses de représentation	–	5 000	5 000
Sous-total	–	5 000	5 000
Sous-total, dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	100 000	119 500	219 500

<i>Objets de dépenses</i>	2015		
	<i>Projet de budget</i>	<i>Ajustements</i>	<i>Budget révisé</i>
Sous-total, secrétariat	1 479 700	507 300	1 987 000
Total des ressources demandées	8 422 950	1 161 300	9 584 250
Dépenses d'appui au programme (8 %)	673 836	92 904	766 740
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	9 096 786	1 254 204	10 350 990
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)	–	62 710	84 073
Total général	9 096 786	1 316 914	10 435 063

^a Administrateur du PNUE (P-4) détaché.

13. On trouvera, dans la présente section, des explications sur les modifications apportées au projet de budget révisé pour l'année 2015.

A. Groupe d'experts multidisciplinaire

14. Certains membres du Groupe, parmi ceux ne pouvant bénéficier d'une assistance financière parce que provenant de pays développés, ont éprouvé de la difficulté à se procurer les fonds nécessaires pour pouvoir participer aux réunions bisannuelles du Groupe et autres réunions concernant les produits dont ils avaient la responsabilité. La participation de tous les membres du Groupe étant essentielle pour une mise en œuvre efficace du programme de travail, le Bureau recommande que le budget soit révisé afin de prendre en charge intégralement la participation de la totalité des membres du Groupe afin qu'ils puissent participer aux réunions bisannuelles du Groupe ainsi qu'à deux autres réunions par an pour les produits dont ils ont la responsabilité. Cette recommandation entraînerait une augmentation d'environ 75 000 dollars par an.

B. Programme de travail

15. Le budget approuvé par la Plénière pour l'année 2015 correspond à l'option 1 du programme de travail (IPBES/3/2, section IV). Les incidences budgétaires de tous les ajustements proposés ci-dessous ont été calculées sur la base de l'option 1. Le budget destiné à la mise en œuvre du programme de travail en 2015 a été révisé pour inclure un montant supplémentaire net de 579 000 dollars. Cette augmentation nette résulte des ajustements proposés, qui sont expliqués ci-après aux alinéas a) à g) :

a) *Coût estimatif des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance des participants aux réunions* : comme indiqué dans l'appendice à l'annexe I de la décision IPBES-2/5, qui décrit comment a été établi le budget du programme de travail, les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des participants aux réunions ont été calculés à raison de 3 000 dollars par personne pour les réunions internationales et 2 000 dollars par personne pour les réunions régionales. Cependant, les dépenses encourues en 2014 montrent que les frais de voyage se sont élevés, en moyenne, à 3 750 dollars par personne et par réunion. Les coûts moyens ainsi constatés sont analogues aux coûts de projets comparables (comme par exemple ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui se basent sur des frais de voyage par personne plus élevés, se situant entre 3 750 et 4 000 dollars. Il est donc proposé de revoir à la hausse les hypothèses sur lesquelles reposent les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance pour les participants, en les portant à 3 750 dollars par personne pour les réunions internationales et à 3 000 dollars par personne pour les réunions régionales, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires de l'ordre de¹ 460 000 dollars² en 2015;

b) *Pourcentage de participants pouvant bénéficier d'une assistance financière* : comme indiqué dans l'appendice à l'annexe I de la décision IPBES-2/5, un chiffre de 75 % a été utilisé pour estimer le nombre des participants pouvant bénéficier d'une assistance financière au titre du programme de travail, parce que provenant de pays en développement. Cependant, par suite d'une omission, ce pourcentage n'a pas été appliqué pour calculer le coût estimatif des produits de l'objectif 1, pour lesquels on a utilisé un plus faible pourcentage, ce qui a conduit à inscrire au budget

¹ Les ajustements proposés, qui sont interdépendants, ne peuvent pas être additionnés, car cela reviendrait à les comptabiliser deux fois. Il est donc impossible de chiffrer avec exactitude leurs incidences budgétaires, dont on ne peut donner qu'un ordre de grandeur. Ceci est également valable pour toutes les autres fourchettes d'incidences financières indiquées dans la présente section.

² Les estimations relatives aux frais de voyage des participants aux sessions de la Plénière n'ont pas été revues, puisqu'elles reposent sur une série d'hypothèses différente (4 000 dollars par participant pour les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance).

un montant moindre pour cet objectif. Il est proposé de rectifier cet oubli, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires de l'ordre de 180 000 dollars en 2015;

c) *Soutien financier aux participants de l'Europe orientale* : puisqu'il a été suggéré de continuer d'apporter un soutien financier à tous les pays de la région de l'Europe orientale, conformément à la pratique établie (IPBES/3/2/Add.1), le Bureau recommande que le budget soit révisé pour y inclure les fonds nécessaires à cette fin. Ceci entraînerait, pour 2015, des dépenses supplémentaires de l'ordre de 200 000 dollars, en supposant une représentation de l'Europe orientale similaire à celle de 2014, soit environ 12 % du nombre total d'experts, la moitié de ces 12 % entrant dans cette catégorie (à savoir les pays d'Europe orientale membres du G-8 et les pays d'Europe orientale membres de l'Union européenne. Au cas où la représentation des pays de la région de l'Europe orientale atteindrait l'objectif visé (20 %), ces chiffres devraient être quasiment doublés;

d) *Hypothèses concernant le nombre de participants à la deuxième réunion des auteurs* : les coûts estimatifs du programme de travail dépendent du nombre de participants. S'agissant de la deuxième réunion des auteurs aux fins des évaluations, la Plénière a décidé, à sa deuxième session, que ces réunions n'incluraient que les coprésidents, les auteurs principaux chargés de la coordination et les éditeurs-réviseurs (à l'exclusion des auteurs principaux) pour les produits 3 a), c) et d). La composition des deuxièmes réunions d'auteurs d'autres produits entreprenant des évaluations, y compris les produits 2 b), 2 c) et 3 b), n'a pas été envisagée, ce qui a conduit à baser les estimations sur l'hypothèse selon laquelle tous les experts participeraient aux deuxièmes réunions d'auteurs. Présentement, il est proposé d'utiliser la même approche pour toutes les évaluations, c'est-à-dire de limiter la participation aux deuxièmes réunions d'auteurs des produits 2 b), 2 c) et 3 b) aux coprésidents, aux auteurs principaux chargés de la coordination et aux éditeurs-réviseurs. En 2015, cette restriction n'entraînerait pas encore d'économies. Toutefois, au cours des trois années du programme de travail qui restent à courir, cette correction entraînerait des économies cumulées de l'ordre de 2 millions de dollars. Cet ajustement apparaît dans le projet de budget révisé pour la période 2016-2018, comme indiqué ci-dessous;

e) *Réunions de gestion* : conformément à la suggestion faite dans le document IPBES-3/2 à l'effet que soit organisée une réunion de gestion initiale pour chacun des groupes d'experts établis pour produire une évaluation, le Bureau recommande que le budget soit révisé pour inclure les fonds nécessaires à cette fin. En 2015, ceci entraînerait des dépenses supplémentaires de 80 000 dollars;

f) *Révision des hypothèses relatives à la réalisation des évaluations régionales (produit 2 b))* : le Groupe d'experts multidisciplinaire et le Bureau ont révisé les hypothèses sous-tendant la réalisation d'une série d'évaluations régionales, en recommandant que soient réalisées cinq évaluations régionales ayant chacune leur dimension sous-régionale (au lieu des 15 évaluations sous-régionales distinctes prévues auparavant), avec la participation de 100 auteurs pour chaque, et qu'elles soient étalées sur trois ans au lieu de deux (IPBES/3/6). En 2015, cette révision n'entraînerait aucun changement; toutefois, elle se traduirait par une réduction cumulée des coûts estimatifs de l'ordre de 1 700 000 dollars au cours des trois années du programme de travail qui restent à courir. Cet ajustement apparaît dans le projet de budget révisé pour la période 2016-2018, comme indiqué ci-dessous;

g) *Prolongation du mandat du groupe d'experts chargé des outils et méthodes d'appui aux politiques (produit 4 c))* : conformément à la suggestion tendant à prolonger le mandat du groupe d'experts après 2014 en vue d'étoffer et de mettre à jour le catalogue des outils et méthodes d'appui aux politiques jusqu'en 2018 (IPBES/3/5), le Bureau recommande que le budget soit révisé pour y inclure les fonds nécessaires à cette fin. À raison d'une réunion de 20 experts par an, comme il a été suggéré, la prolongation du mandat du groupe d'experts proposée entraînerait des dépenses supplémentaires de l'ordre de 60 000 dollars en 2015. Cet ajustement apparaît dans le projet de budget révisé pour la période 2016-2018, comme indiqué ci-dessous.

C. Secrétariat

16. Le montant des crédits proposé pour le secrétariat a été revu et accuse une augmentation nette de 507 300 dollars, comprenant 387 800 dollars pour les dépenses de personnel (un administrateur et deux agents des services généraux) et 119 500 dollars pour les dépenses de fonctionnement autres que les dépenses de personnel.

1. Dépenses de personnel

17. La capacité supplémentaire en ressources humaines, à savoir un administrateur de programme, adjoint de 1^{ère} classe (P-2), un assistant chargé des voyages (agent des services généraux) et un assistant chargé des finances (agent des services généraux), permettra de combler les lacunes critiques dans la capacité opérationnelle du programme de travail et dans les fonctions administratives et

financières du secrétariat, respectivement (IPBES/3/2). Une description plus détaillée de ces postes figure ci-dessous.

Administrateur de programme, adjoint de 1^{ère} classe (P-2)

18. Sous la supervision de l'administrateur de programme, l'administrateur de programme adjoint sera chargé de communiquer les informations pertinentes aux participants aux réunions, notamment en affichant les documents de travail et d'information sur le site de la Plateforme, en répondant en temps réel aux questions posées en ligne par les utilisateurs et en surveillant continuellement le site pour s'assurer qu'il fonctionne correctement.

19. L'administrateur de programme adjoint sera également chargé d'apporter son soutien aux unités d'appui technique, en leur donnant des orientations en début de mission, en leur apportant le soutien nécessaire dans l'exercice de leurs fonctions, en suivant périodiquement leur performance et en coordonnant l'établissement de leurs rapports.

Assistant chargé des voyages (agent des services généraux)

20. En matière d'appui, le secrétariat prendra en charge et organisera les voyages de 2 687 participants (soit 672 participants par an, en moyenne) pour assister aux réunions organisées dans le cadre du programme de travail, aux réunions bisannuelles du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire et à quatre sessions annuelles de la Plénière durant la période 2015-2018. Cette tâche gigantesque exigera, au sein du secrétariat, du personnel qui pourra s'y consacrer pleinement.

21. Cette fonction est actuellement appuyée par le Bureau du PNUE à Genève et par le PNUE à Nairobi, qui se charge du remboursement des frais de voyage et autres engagements de dépenses. Cet arrangement provisoire, commode pour l'instant, ne permettra pas au secrétariat d'assumer durablement le volume de travail que lui impose l'organisation des voyages. Une telle situation pourrait occasionner des retards dans l'organisation des voyages et, par suite, des frais de voyage plus élevés, ainsi que des retards dans le règlement et le remboursement des frais de voyage.

22. Pour alléger la tâche, il est proposé de créer un poste d'assistant chargé des voyages (agent des services généraux), afin de coordonner l'organisation des voyages et calculer le prix des billets d'avion, les faux frais au départ et à l'arrivée et l'indemnité journalière de subsistance en vue de les soumettre pour approbation. Le titulaire du poste devra aussi contacter les compagnies aériennes pour faire les réservations, négocier les tarifs à la baisse, et s'occuper des changements et des annulations de vols demandés par les voyageurs, le cas échéant. L'assistant chargé des voyages devra en outre traiter les demandes de remboursement au vu des pièces justificatives pour en vérifier le détail, l'exactitude et la validité avant de les transmettre pour règlement; tenir un registre de toutes les autorisations de voyage, des actes administratifs les concernant et des économies réalisées par le secrétariat par suite d'une bonne gestion des coûts; il devra aussi assurer la liaison avec les consulats et ministères des affaires étrangères des gouvernements des pays hôtes s'agissant de la délivrance des visas.

Assistant chargé des finances (agent des services généraux)

23. Un autre défi majeur en matière de ressources humaines est posé par le mode de fonctionnement du secrétariat dans le domaine de l'administration financière. En effet, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux procédures de fonctionnement normalisées du PNUE, le traitement de toute transaction financière doit passer par quatre étapes : autorisation de la transaction, émission des documents d'engagement de dépenses, certification de la disponibilité de fonds et approbation des fonctions. Dans le cadre d'un mécanisme de contrôle interne efficace, ces tâches doivent être accomplies par différents membres du personnel, afin d'assurer une séparation claire des tâches et responsabilités de chacun.

24. En 2014, le secrétariat de la Plateforme a obtenu du Bureau des opérations et des services internes du PNUE une délégation de pouvoirs lui permettant d'autoriser et de certifier certaines transactions financières pour cet exercice financier. En revanche, les deux autres tâches (émission de documents d'engagement de dépenses et approbation) restent la prérogative du PNUE à Nairobi. Si l'on compare cette situation au mode opératoire d'autres Bureaux des Nations Unies, on observe que, s'il est coutume pour l'autorité chargée de l'approbation de demeurer au PNUE à Nairobi, l'émission de documents d'engagement de dépenses est la prérogative des organisations concernées, et reste ainsi sous leur contrôle direct. Le secrétariat a besoin de disposer d'une capacité sur place pour pouvoir s'acquitter comme il faut de sa fonction financière et pour pouvoir accéder au Système intégré de gestion de l'Organisation des Nations Unies, afin d'éviter des retards et de faciliter une bonne gestion du budget.

25. L'assistant chargé des finances aurait notamment pour tâches d'entrer dans le système les documents d'engagement de dépenses à émettre et à soumettre pour approbation; d'aider à vérifier les bordereaux et les transactions comptables, et notamment le paiement du personnel et des unités d'appui technique, le remboursement des frais de voyage et le règlement des factures des fournisseurs pour s'assurer qu'ils sont conformes aux dispositions pertinentes du Règlement du personnel, du Règlement financier et des règles de gestion financières, ainsi qu'aux instructions et pratiques administratives; d'aider à vérifier toutes les coordonnées bancaires pertinentes pour les paiements par virement électronique, afin de veiller à ce que ne soient payés que ceux à qui l'Organisation doit légitimement de l'argent pour les biens et services effectivement reçus; d'aider à examiner et, au besoin, à faire concorder les comptes en veillant au respect des procédures d'approbation; d'aider à suivre l'exécution du budget, à surveiller les dépenses et à réaffecter des fonds si nécessaire; d'apporter son concours à l'examen des instruments financiers relatifs à l'exécution des projets, notamment les accords de coopération concernant les projets, les accords de financement à petite échelle, les lettres d'attribution et les accords de coopération interne; d'aider à examiner les demandes de biens et services pour vérifier : a) que les dépenses ont bien été imputées sur les objets de dépenses correspondants et b) que les fonds nécessaires sont disponibles; de se tenir au courant des directives qui ont une incidence sur les questions ayant trait aux budgets du programme et des opérations de maintien de la paix et de veiller au respect des politiques et procédures en vigueur à l'Organisation des Nations Unies; et de rédiger ou préparer la correspondance pour répondre aux questions concernant les questions financières et budgétaires.

26. Le tableau 6 présente les effectifs du secrétariat, en indiquant le nombre, la catégorie et la classe des postes actuels et des nouveaux postes proposés.

Tableau 6

Ressources humaines du secrétariat

	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>GS</i>	<i>Total</i>
Approuvées pour 2014							
Direction exécutive et gestion	1	–	–	–	–	1	2
Mise en œuvre du programme de travail	–	–	1	1	1	1	4
Communications et association des parties prenantes	–	–	1	–	–	1	2
Administration et finances	–	–	–	1	–	–	1
Total, ressources approuvées pour 2014	1	–	2	2	1	3	9
Nouveaux postes proposés	–	–	–	–	1	2	3
Total, 2015	1	–	2	2	2	5	12

27. Quatre options pour la mise en œuvre du programme de travail sont présentées dans le rapport du Secrétaire exécutif (IPBES/3/2). Toutes ces options exigeraient les trois postes supplémentaires mentionnés plus haut. En outre, les options 1 et 2 nécessiteraient un poste P-3 de plus, ce qui correspondrait à une augmentation des coûts de 186 100 dollars par an; l'option 3 exigerait un poste P-3 à mi-temps, soit une augmentation des coûts de 93 050 dollars par an; l'option 4 n'exigerait pas de poste d'administrateur supplémentaire.

2. Ressources nécessaires pour les dépenses de fonctionnement autres que les dépenses de personnel

28. En plus des révisions apportées aux dépenses de personnel, indiquées ci-dessus, le secrétariat a prévu une provision pour les autres dépenses de fonctionnement. Cette provision comprend une contribution du secrétariat, de 45 000 dollars par an, aux dépenses afférentes à la gestion du bâtiment utilisé en commun. On notera, à ce propos, que l'accord de siège ne couvre pas la contribution du secrétariat aux services communs, qui comprennent le coût des services de sécurité partagés, du standard téléphonique, de la distribution du courrier et du service d'information et d'assistance au public dans le bâtiment de l'ONU où est situé le secrétariat. En outre, la révision proposée comprend une provision pour le coût des communications (téléphone, affranchissement et courrier), de 22 000 dollars par an; les articles consommables (fournitures de bureau), de 16 500 dollars par an; la réparation et l'entretien du matériel de bureau (imprimantes, photocopieuses et achat des licences pour l'utilisation de logiciels), de 9 000 dollars par an; et les dépenses de représentation, de 5 000 dollars par an.

3. Formation du personnel

29. En outre, le budget révisé comprend une provision pour la formation du personnel, de 22 000 dollars par an, pour trois cours : formation à la gestion de projets et à l'utilisation du logiciel Microsoft Project; formation à l'application du nouveau progiciel de gestion intégré (Umoja) récemment mis en place; et formation aux techniques d'entretien sur les compétences en vigueur à l'ONU. Le premier de ces cours devrait améliorer la gestion du programme de travail du secrétariat. Les deux autres sont obligatoires et exigés pour assurer le bon fonctionnement du nouveau système financier et pour pouvoir prendre part au recrutement du personnel du secrétariat.

30. Enfin, les dépenses d'appui au programme (8 %) et la réserve opérationnelle (10 %) ont été ajustées pour correspondre au projet de budget révisé.

VI. Projet de budget pour l'exercice biennal 2016-2017

31. Conformément à l'article 9, relatif au budget, et à l'article 2, relatif à l'exercice financier et à l'exercice budgétaire (annexe à la décision IPBES-2/7), le tableau 7 présente le projet de budget pour l'exercice biennal 2016-2017.

32. On notera que ce projet de budget reprend les mêmes changements que ceux qui ont été expliqués dans la section pertinente du projet de budget révisé pour 2015. Comme pour 2015, les estimations correspondent également à l'option 1 du programme de travail (IPBES/3/2, section IV), mis à part le poste P-3 supplémentaire demandé au cas où l'option 1 serait retenue, qui n'a pas été inclus dans le présent budget et qui coûterait 186 100 dollars par an (voir la section C).

33. Le tableau 7 présente le projet de budget proposé pour l'exercice biennal 2016-2017, pour adoption par la Plénière à sa troisième session.

Tableau 7

Projet de budget pour l'exercice biennal 2016-2017

(En dollars des États-Unis)

<i>Objets de dépenses</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
Réunions des organes de la Plateforme		
Sessions annuelles de la Plénière		
Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants à la Plénière	500 000	500 000
Services de conférence (traduction et édition)	615 000	615 000
Établissement des rapports de la Plénière	65 000	65 000
Sous-total, sessions annuelles de la Plénière	1 180 000	1 180 000
Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire		
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Bureau	70 900	106 350
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire	240 000	322 500
Sous-total, réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	310 900	428 850
Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	25 000	25 000
Total, réunions des organes de la Plateforme	1 515 900	1 633 850
Mise en œuvre du programme de travail		
Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances à l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 355 750	1 305 750
Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial	2 130 750	2 585 625
Objectif 3 : renforcer l'interface connaissances-politique s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	1 962 750	1 393 500
Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	342 500	426 500
Total, mise en œuvre du programme de travail	5 791 750	5 711 370
Secrétariat : personnel de projet		

<i>Objets de dépenses</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		
Chef de secrétariat (D-1)	290 700	298 000
Administrateur de programme (P-4)	228 700	234 400
Administrateur de programme (P-4) ^a	–	–
Administrateur de programme (P-3)	190 800	195 600
Administrateur de programme (P-3)	190 800	195 600
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	165 900	170 000
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	165 900	170 000
Sous-total, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1 232 800	1 263 600
Appui administratif		
Assistant administratif (G-6)	115 900	118 800
Assistant administratif (G-6)	115 900	118 800
Assistant administratif (G-6)	115 900	118 800
Assistant administratif (G-5)	115 900	118 800
Assistant administratif (G-5)	115 900	118 800
Sous-total, appui administratif	579 500	594 000
Total, personnel de projet	1 812 300	1 857 600
Secrétariat : dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)		
Frais de voyage du personnel du secrétariat envoyé en mission		
Voyages autorisés	120 000	120 000
Sous-total	120 000	120 000
Formation du personnel	–	–
Formation professionnelle à la gestion des projets	10 000	–
Umoja et formation du personnel aux entretiens sur les compétences de base	–	–
Sous-total	10 000	–
Matériel et locaux de bureau		
Matériel consommable (articles de moins de 1 500 dollars)	4 500	4 500
Fournitures de bureau	12 000	12 000
Sous-total	16 500	16 500
Locaux de bureau		
Contribution aux dépenses pour les services communs (entretien des locaux de bureau, sécurité, standard téléphonique, etc.)	45 000	45 000
Sous-total	45 000	45 000
Dépenses accessoires		
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	5 000	5 000
Acquisition de quatre licences pour logiciel de bureau Microsoft Project et de quatre licences pour logiciel de bureau Adobe	4 000	4 000
Sous-total	9 000	9 000
Téléphone et télécopie	20 000	20 000
Affranchissement et divers	2 000	2 000
Sous-total	22 000	22 000
Dépenses de représentation et réceptions		
Dépenses de représentation	5 000	5 000
Sous-total	5 000	5 000
Sous-total, dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de	227 500	217 500

<i>Objets de dépenses</i>	2016	2017
personnel)		
Sous-total, secrétariat	2 039 800	2 075 100
Total, ressources nécessaires	9 347 450	9 420 325
Dépenses d'appui au programme (8 %)	747 796	753 626
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	10 095 246	10 173 951
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)	1 013 459	–
Total	11 108 705	10 173 951

^a Administrateur du PNUE (P-4) détaché.

VII. Budget indicatif pour l'année 2018

34. Le tableau 8 présente le budget indicatif pour l'année 2018, qui reprend les mêmes changements que ceux qui ont été expliqués ci-dessus, pour examen par la Plénière à sa troisième session.

Tableau 8
Budget indicatif pour l'année 2018
(En dollars des États-Unis)

<i>Objets de dépenses</i>	2018
Réunions des organes directeurs de la Plateforme	
Sessions annuelles de la Plénière	
Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants à la Plénière	504 000
Services de conférence (traduction et édition)	630 000
Établissement des rapports de la Plénière	65 000
Sous-total, sessions annuelles de la Plénière	1 199 000
Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Bureau	109 200
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire	330 000
Sous-total, réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	439 200
Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	30 000
Total, réunions des organes de la Plateforme	1 668 200
Mise en œuvre du programme de travail	
Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances à l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 305 750
Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial	2 130 000
Objectif 3 : renforcer l'interface connaissances-politique s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	484 000
Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	412 500
Total, mise en œuvre du programme de travail	4 332 250
Secrétariat : personnel de projet	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	
Chef de secrétariat (D-1)	305 400
Administrateur de programme (P-4)	240 300
Administrateur de programme (P-4)	–
Administrateur de programme (P-3)	200 500
Administrateur de programme (P-3)	200 500
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	174 300
Administrateur de programme, adjoint de 1 ^{ère} classe (P-2)	174 300
Sous-total, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1 295 300

<i>Objets de dépenses</i>	<i>2018</i>
Appui administratif	
Assistant administratif (G-6)	121 800
Assistant administratif (G-6)	121 800
Assistant administratif (G-6)	121 800
Assistant administratif (G-5)	121 800
Assistant administratif (G-5)	121 800
Sous-total, appui administratif	609 000
Total, secrétariat : personnel de projet	1 904 300
Secrétariat : dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	
Frais de voyage du personnel du secrétariat envoyé en mission	
Voyages autorisés	130 000
Total, secrétariat : dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	130 000
Formation du personnel	
Formation professionnelle à la gestion des projets	–
Umoja et formation du personnel aux entretiens sur les compétences de base	–
Sous-total	–
Matériel et locaux de bureau	
Matériel consommable (articles de moins de 1 500 dollars)	4 500
Fournitures de bureau	12 000
Sous-total	
Locaux de bureau	
Contribution aux dépenses pour les services communs (entretien des locaux de bureau, sécurité, standard téléphonique, etc.)	45 000
Sous-total	45 000
Dépenses accessoires	
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	5 000
Acquisition de quatre licences pour logiciel de bureau Microsoft Project et de quatre licences pour logiciel de bureau Adobe	4 000
Sous-total	9 000
Téléphone et télécopie	20 000
Affranchissement et divers	2 000
Sous-total	22 000
Dépenses de représentation et réceptions	
Dépenses de représentation	5 000
Sous-total	5 000
Sous-total, dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	211 000
Sous-total, secrétariat	2 115 300
Total, ressources nécessaires	8 115 750
Dépenses d'appui au programme (8 %)	649 260
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	8 765 010
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)	876 501
Total	9 641 511